

Extrait du registre des décisions de la Présidente

Décision n°2023-29

Objet : Mise à disposition de la cour de l'école RPI du Barroux au bénéfice de l'amicale des parents d'élèves pour l'organisation de la kermesse de fin d'année

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Ventoux – Comtat Venaissin, la CoVe, portant compétence facultative en matière d'actions éducatives et à ce titre en matière de construction, d'aménagement, d'entretien et de gestion d'équipements scolaires d'intérêt communautaire ;

Vu la délibération du conseil de communauté n°38-13 du 25 mars 2013 définissant l'intérêt communautaire en la matière et le transfert intervenu au 1^{er} septembre 2013 de l'école du village du Barroux ;

Vu la délibération du conseil communautaire n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la Présidente;

Vu l'arrêté n° 2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la demande formulée par l'Amicale laïque des parents d'élèves de l'école intercommunale de Le Barroux consistant à disposer de la cour de l'école intercommunale située Chemin Neuf, 84330 Le Barroux pour organiser la kermesse de fin d'année de l'école RPI,

Vu le projet de convention de mise à disposition de locaux par la CoVe au sein de l'école intercommunale de Le Barroux au bénéfice de l'association de l'Amicale laïque des parents d'élèves de l'école intercommunale de Le Barroux ;

Décide

Article 1 : de signer la convention de mise à disposition de locaux par la CoVe au sein de l'école intercommunale du Barroux au bénéfice de l'association de l'Amicale laïque des parents d'élèves de l'école intercommunale du Barroux pour organiser la kermesse de fin d'année de l'école RPI,

Article 2 : de consentir l'autorisation d'occupation de la cour de l'école à titre gratuit, pour la période du vendredi 30 juin 2023 à partir de 18h30 jusqu'au dimanche 2 juillet 2023 à 15h,

Article 3 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

25 MAI 2023

Publication par affichage le :

25 MAI 2023

Exécutoire le :

25 MAI 2023

Fait à Carpentras,

Pour la Présidente,

Le directeur général des services,

Laurent Marteau

Envoyé en préfecture le 25/05/2023

Reçu en préfecture le 25/05/2023

Publié le

25/05/2023

ID : 084-248400053-20230509-D2023_29-AU

S²LO



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX
PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN
AU BÉNÉFICE DE L'AMICALE LAÏQUE DES PARENTS D'ÉLÈVES DE L'ÉCOLE
INTERCOMMUNALE DU BARROUX**

Entre les soussignés:

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, la CoVe, dont le siège est situé 1171, avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84203 Carpentras Cedex, ci-après désignée « la CoVe représentée par sa Présidente en exercice, Madame Jacqueline BOUYAC, autorisée par délibération n°58-23, prise en vertu d'une délégation d'attribution du conseil de communauté en date du 3 avril 2023.

d'une part,
et

L'Amicale laïque des parents d'élèves de l'école RPI du Barroux, représentée par son Président en exercice, Monsieur Cédric TOMASINI, dont le siège est situé 3, place Philemon Piquet, 84330 Le Barroux, ci-après désignée « l'association »,

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit:

L'association a sollicité la CoVe pour disposer de la cour de l'école dans l'enceinte de l'école RPI du Barroux pour organiser la kermesse de fin d'année de l'école RPI.

ARTICLE 1: Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise à disposition, par la CoVe, à titre gratuit de la cour de l'école RPI du Barroux dont elle est gestionnaire au bénéfice de l'association afin de la soutenir dans la poursuite de ses objectifs.

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public de la CoVe. Elle est consentie à titre précaire et révocable à tout moment pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 2: Durée

La présente convention rendue exécutoire sera conclue pour la période du vendredi 30 juin 2023 à partir de 18h30 jusqu'au dimanche 2 juillet 2023 à 15h.

ARTICLE 3: Etat des locaux

L'association prendra les lieux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, l'association déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.

ARTICLE 4: Conditions d'utilisation et destination des locaux

La cour de l'école, objet de la présente convention, sera utilisée par l'association pour organiser la kermesse de fin d'année des enfants de l'école RPI.

Préalablement à l'utilisation des lieux, l'association devra avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières données par le directeur d'école et s'engager à les appliquer ; avoir procédé avec le directeur d'école à une visite des lieux et plus particulièrement des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisées.

L'utilisation des lieux se fera obligatoirement en la présence d'au moins un représentant de l'association et sous la responsabilité de l'association. L'association, ses membres et le public accueilli dans la cour de l'école devront respecter les règles d'ordre public, d'hygiène et de sécurité. Il est notamment rappelé qu'il est strictement interdit de fumer dans les espaces ouverts de l'école. Il en est de même pour les boissons alcoolisées, strictement prohibées dans l'enceinte.

Pendant la durée de chaque mise à disposition, l'association contrôle les entrées et les sorties du public, veille au gardiennage et à l'interdiction d'accès par le public des autres parties de l'ERPI, et de manière générale à faire respecter par tous les règles de sécurité.

Les parties conviendront également des modalités de restitution des lieux, étant ici considéré que leur destination première, à savoir l'accueil des enfants par le service public de l'éducation nationale, sera impérativement respectée. **En particulier, l'ensemble des lieux sera restitué dans un état de rangement et de propreté totale.**

ARTICLE 5: Obligations de l'association

5.1. Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association déclare :

- Avoir souscrit une police d'assurance conformément à l'article 6 ci-après.
- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières données par le directeur d'école et s'engager à les appliquer.
- Avoir procédé avec le directeur d'école à une visite de l'établissement et plus particulièrement des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisées.
- Avoir constaté avec le directeur d'école l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

5.2. Au cours de l'utilisation des locaux, l'association s'engage:

- À en assurer le gardiennage.
- À contrôler les entrées et les sorties des participants.
- À faire respecter les règles de sécurité par les participants.
- À Assurer le nettoyage des locaux utilisés et des voies d'accès.
- À réparer ou indemniser la CoVe pour les dégâts matériels éventuellement commis.

ARTICLE 6: Assurances

La CoVe déclare que les locaux mis à disposition sont assurés, en sa qualité de gestionnaire.

L'association s'assurera contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de dégâts des eaux et contre tout risque locatif et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue. L'assurance souscrite devra générer des dommages et intérêts suffisants pour permettre la reconstruction ou la remise en état des locaux. L'association devra s'acquitter du paiement de toute prime et en justifier à première demande.

ARTICLE 7: Responsabilité, recours

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la CoVe et des tiers à la présente convention des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions du présent bail, de son fait ou de celui de ses membres et préposés.

L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition.

ARTICLE 8: Cession, sous-location

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits par l'association, toute cession de droits en résultant est interdite. De même, l'association s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux objets de la présente convention et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit.

ARTICLE 9: Dénonciation, résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations contenues dans la présente convention celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant une mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La révocation pour motif d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnisation.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

ARTICLE 10: Transmission au représentant de l'Etat

En application de l'article 2 de la loi du 2 mars 1982, la présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Fait àle.....
en deux exemplaires.

Pour la CoVe,
La Présidente,

Pour l'association,
Le Président,

Jacqueline BOUYAC

Cédric TOMASINI